

Le dialogue reprend difficilement entre les départements et le gouvernement

- Réunis en Congrès à Rennes jeudi et vendredi, les présidents des départements ont dénoncé les non-dits du plan d'aide de l'Etat en faveur de leurs collectivités.
- Les deux ministres présents ont fait peu de concessions.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Matthieu Quiret

@MQuiret

— Envoyé spécial à Rennes

« Il faut changer de braquet, des territoires sont désespérés, ce que vous mettez sur la table ne suffit pas. »

Très applaudi au congrès de l'Assemblée des départements de France (ADF), vendredi à Rennes, Stéphane Troussel, le président PS de la Seine-Saint-Denis, n'a pas ménagé les deux ministres présents, Jacqueline Gourault et Sébastien Lecornu. La réconciliation avec le gouvernement que devait mettre en scène cette rencontre, et qu'avait promise Emmanuel Macron lui-même en début de semaine, a viré à la franche explication.

« C'est un acompte, le compte n'y est pas », a répété deux jours durant Dominique Bussereau, le président de l'ADF, face à la proposition financière mise sur la table mercredi par le ministère de la Cohésion des territoires pour combler le reste à charge (en cumulé) de 9,5 milliards d'euros sur les aides sociales (RSA, handicapés, personnes âgées, mineurs iso-

lés). Les 250 à 370 millions d'euros annuels promis par l'Etat dès 2019 sont contestés par l'ADF. Si l'association approuve la pérennisation sur trois ans du fonds d'urgence de 115 millions d'euros, elle regrette que les 135 millions d'euros restant correspondent au futur plan pauvreté et risquent donc d'induire de nouvelles dépenses.

« Dix-huit mois de mépris » Au-delà de ces questions budgétaires, les élus locaux n'arrivent toujours pas à avaler « dix-huit mois de mépris du gouvernement ». Jeudi, François Baroin, le président de l'Association des maires de France (AMF), Hervé Morin, celui de Régions de France, et Dominique Bussereau ont conforté leur alliance « Territoires Unis ». « La seule chose positive qu'a réussi à faire ce gouvernement, c'est d'avoir soudé entre elles les associations d'élus locaux. Depuis trente ou quarante ans, il y avait un mur de glace entre elles, leur réconciliation est un exploit du gouvernement », a cinglé François Baroin. Les trois partenaires réclament un nouveau mouvement de décentralisation et organiseront des rencontres prochainement en région pour préparer des propositions. La maire PS

de Rennes, Nathalie Appéré, reconnaît qu'il y a dans toutes ces prises de position quelques postures politiques, mais que tous les élus locaux sont quand même alignés.

Face à cette avalanche de critiques, les deux ministres venus à Rennes ont vendredi alterné les promesses de dialogue et les franches explications, sans quasiment rien concéder de plus. Sébastien Lecornu, pourtant ancien président de l'Eure, assume le conditionnement des aides du plan pauvreté. « Il y a des départements qui ont fortement investi dans l'insertion professionnelle et d'autres qui font le minimum », a-t-il prévenu, dans une allusion à peine voilée à la Seine-Saint-Denis. Le ministre a également exclu tout nouveau mouvement global de décentralisation, juste une « décentralisation de projet », comme le prévoit le pacte signé mardi dans les Ardennes. Enfin, les deux ministres ont assumé de ne pas résoudre immédiatement les difficultés financières des départements. « Notre proposition est un point de départ, nous apporterons des solutions durables lors du plan pauvreté puis lors de la réforme de la fiscalité locale ». La cālinothérapie n'aura pas duré un mois. ■



Gérard Larcher, président du Sénat, Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des départements de France, François Baroin, président de l'Association des maires de France, et Hervé Morin, président des Régions de France. Photo Matthieu Pattier/Sipa

Les présidents organisent la résistance

Plusieurs départements réfléchissent à des fusions ou mettent en place de profondes mutualisations. Objectif : peser et économiser, face aux régions et aux métropoles.

Etranglés financièrement, éclipsés par les grandes régions et les métropoles puissantes, les départements multiplient les projets de rapprochements ou de mutualisations. De véritables actes de résistance. « C'est le côté positif de la crise financière des départements, nous lançons des démarches innovantes », assure grinçant Pierre Monzani, directeur général de l'Assemblée des départements de France.

Intrigues

Stimulés par la fusion entre le Bas-Rhin et le Haut-Rhin que vient de valider le gouvernement, d'autres présidents de département lancent des réflexions. Le président de Meurthe-et-Moselle Mathieu Klein assure aux « Echos » discuter avec ses voisins lorrains de Moselle et des Ardennes. « Si nous voulons peser dans la grande région et face au rapprochement alsacien, c'est nécessaire de réfléchir ensemble. » D'autres débats sur des liens renforcés reviennent à intervalles

réguliers, comme celui (gelé) entre les deux Savoies, ou la Loire et la Haute-Loire, l'Indre et le Cher ou encore le Maine-et-Loire, la Mayenne et la Sarthe.

Ces mariages qui, en général, patinent sur des conflits d'intérêts entre élus, se débloquent souvent face à une menace commune, comme la région Grand Est pour l'Alsace. Les Yvelines et les Hauts-de-Seine cherchent à fusionner face à la montée en puissance du Grand Paris. Comme l'Etat refuse, ils privilégient des mutualisations progressives de leurs services publics.

Un portail commun

A plus grande échelle encore, depuis plusieurs mois, à l'initiative de la région Bretagne, les quatre départements bretons (dont deux de droite), les villes et métropoles de Rennes et de Brest et le conseil régional préparent pour le début de l'année prochaine des mutualisations et fusions de services tous azimuts (accompagnement des personnes fragiles, partage des experts rares, fonctions support, etc.). A plus long terme, les 8 collectivités envisagent même de créer un portail unique de service public. « Nous représentons 4,5 milliards d'euros de budget et visons au moins des économies de plusieurs millions d'euros »,

indique Alain Gillouard, directeur général de l'Ille-et-Vilaine.

En Ile-de-France, sept départements riches et pauvres ont décidé de financer un fonds d'investissement commun. « Nous prévoyons 150 millions d'euros dès 2019 essentiellement apportés par les Yvelines et les Hauts-de-Seine », indique Marie-Christine Cavecchi, présidente LR du Val-d'Oise. On envisage de créer 2 ou 3 maisons de l'autisme, prolonger le tramway T11, réaliser le contournement Nord d'Orly ou un campus universitaire de Cergy-Pontoise. »

Des départements jouent des mutualisations plus simples d'achats communs, de partage de structures comme les laboratoires d'analyse vétérinaire en Nouvelle-Aquitaine. François Sauvadet, le patron UDI de Côte-d'Or, explique aux « Echos » étudier des projets communs avec l'Yonne, le Jura, la Saône-et-Loire autour, par exemple, des centres d'incendie et de secours. « Mais je fais attention à ce que cette globalisation ne ruine pas non plus les circuits courts que nous mettons actuellement en place pour faire travailler les entreprises du département. 85 % de mes commandes publiques sont désormais en circuit court », prévient François Sauvadet. — M. Q.

Les deux menaces financières qui inquiètent les départements

Si la situation financière globale s'est améliorée, jusqu'à un quart des départements restent en difficulté.

« Il suffirait que le marché de l'immobilier se retourne pour que 50 à 60 départements se retrouvent en difficulté. 30 % ne peuvent déjà pas faire face à leurs charges », a prévenu en fin de semaine dernière François Sauvadet, président UDI de la Côte-d'Or. La situation financière des départements s'est pourtant sérieusement améliorée ces deux dernières années, comme l'a montré l'étude de KPMG et Localnova présentée à leur congrès la semaine dernière.

L'épargne brute a atteint 7,5 milliards d'euros en 2017, au-dessus des 6,5 milliards d'euros enregistrés en 2013, juste avant que la baisse des dotations et l'explosion des versements de prestations sociales ne plongent les finances départementales dans le rouge dès 2014. Frédéric Maury, dirigeant de Localnova,

explique cette amélioration par trois phénomènes.

D'un côté, ces collectivités ont serré la vis, économisant en cinq ans un milliard d'euros sur les seules charges courantes annuelles, à 4,5 milliards d'euros. Même leurs très rigides charges de personnel ont pu être réduites de 70 millions d'euros, en embauchant moins d'agents contractuels. De l'autre côté, les départements ont sorti la tête de l'eau grâce à deux leviers fiscaux. Ils ont profité à plein de la hausse des frais de notaire (DMTO), passés de 97 à 157 euros par habitant par an. Les présidents ont aussi sollicité le levier de la taxe foncière, qui a grimpé de 170 à 198 euros dans le même intervalle de cinq années.

Sauf que seuls les départements attractifs et capables de solliciter leurs contribuables ont pu reconstruire leur épargne. Frédéric Maury explique que la quinzaine de départements ayant un potentiel financier de moins de 530 euros par habitant se contente d'une épargne brute moyenne de 91 euros par habitant, en évolution

de 1,9 %. Les plus riches (plus de 620 euros de potentiel) dépassent, eux, 114 euros d'épargne en croissance de plus de 6 %. Pour l'Assemblée des départements de France, ils sont plutôt 20 à 25 à être encore dans le rouge.

Nasse

Si le gouvernement a stoppé la baisse des dotations, les experts des finances locales jugent aujourd'hui que les départements sont affaiblis. Il existerait peu de nouveaux foyers d'économies. En ce qui concerne les frais de notaire, les départements observent depuis trois mois sur le terrain un retournement brutal de conjoncture, a affirmé Stéphane Troussel, président PS de Seine-Saint-Denis.

Quant à la taxe foncière, le gouvernement envisage de la remplacer par de simples dotations dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale. « Privés de ces trois leviers, seuls quelques départements avec peu d'endettement disposeraient encore d'une marge de manœuvre », prévient Frédéric Maury. — M. Q.



SIL
Les Echos SÉRIE LIMITÉE

LA SEULE MARQUE DE LUXE
DISPONIBLE EN KIOSQUE.

Retrouvez le meilleur de votre magazine
sur lesechos.fr/serie-limitee/

Les Echos

BIENVENUE DANS LA NOUVELLE ECHOSNOMIE